

CASE NO. CIR 98-440-1
EXHIBIT NO. D85
DATE ADMITTED 25/08/2008
TENDERED BY DEFENCE
NAME OF WITNESS R. PERI (DES FORGES)
MUSA
K0086932

027 F01 21

MOUVEMENT DEMOCRATIQUE REPUBLICAIN
M.D.R.
B.P. 2279
KIGALI.

COMMUNIQUE DE PRESSE N° 12

HALTE AU MASSACRE DES INNOCENTS

NOTRE PAYS CONNAIT EN CE MOMENT UNE SITUATION DRAMATIQUE CARACTERISEE PAR LE MASSACRE DES INNOCENTS DANS LE BUGESERA ET DANS D'AUTRES REGIONS DU PAYS. LA SITUATION QUI RISQUE D'EMBRASER TOUT LE PAYS EST L'ABOUTISSEMENT LOGIQUE D'UN LONG PROCESSUS ORCHESTRE DEPUIS L'AVENEMENT DU MULTIPARTISME PAR LES NOSTALGIQUES DU PARTI UNIQUE M.R.N.D, PARTI DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, AFIN DE DESTABILISER LE PAYS DANS LE BUT D'INSTAURER L'ETAT D'EXCEPTION ET DE METTRE UN FREIN AUX ACTIVITES DES PARTIS D'OPPOSITION.

LE MOUVEMENT DEMOCRATIQUE REPUBLICAIN N'A JAMAIS CESSE DE DENONCER CES MANOEUVRES :

AINSI, LE SOI DISANT COMMUNIQUE DU COMMANDEMENT DES OPERATIONS MILITAIRES DIFFUSE SUR LES ONDES NATIONALES N'AVAIT POUR AUTRE BUT QUE DE DISCREDITER ET D'AFFAIBLIR LES FORCES DEMOCRATIQUES EN LEUR ALIENANT L'ARMEE ET LA POPULATION.

AU MEME MOMENT LE GOUVERNEMENT SE MIT A PREPARER UN PROJET DE LOI INSTAURANT L'ETAT D'EXCEPTION, TOUJOURS DANS LE MEME BUT D'AFFAIBLIR LES ACTIVITES DES PARTIS. DANS NOTRE COMMUNIQUE N° 2 DU 12/02/92, NOUS AVONS DENONCE CES MANOEUVRES ET LE DEMENTI DU GOUVERNEMENT, DES PREUVES IRREFUTABLES DE L'EXISTENCE DE CE PROJET ONT ETE FOURNIS.

PLUS RECEMMENT ENCORE, UN COMMUNIQUE CONJOINT DES PARTIS P.L. ET M.D.F. DENONCANT LA DIFFUSION PAR RADIO RWANDA D'UN DOCUMENT EMANANT D'UNE PRETENDUE COMMISSION INTERAFRICAINNE POUR LA NON VIOLENCE QUI ENUMERAIT UNE LISTE DE PERSONNALITES DEVANT ETRE ASSASSINEES AVEC LA COMPLICITÉ DU PARTI LIBERAL P.L. LA DIFFUSION REPETEE D'UN TEL DOCUMENT N'AVAIT POUR BUT QUE LA CREATION DE CONDITIO SINE QUA NON A UNE GUERRE CIVILE PAR L'EXACERBATION DES TENSIONS ETHNIQUES. RAPPELONS QUE LE PREMIER MINISTRE LUI-MEME, A RECONNU QUE CE DOCUMENT N'ETAIT QU'UN TRACTAT ET REGRETTA SA DIFFUSION PAR RADIO RWANDA.

LA DIFFUSION D'UN COMPTE RENDU D'UNE CONFERENCE TRIS ETHNIZANTE DU CERCLE DES ACADEMIENS PROGRESSISTES (Groupe de réflexion de militants du MIND originaire de ROHENDERI), VISAIT LE MEME BUT.

LES RESULTATS DE CETTE CAMPAGNE D'INCITATION A LA VIOLENCE ET A LA HATE TRIBALE NE SE SONT PAS FAIT ATTENDRE. MOINS D'UNE SEMAINE APRES, DES TROUBLES SOUS LE NOM DE LA GUERRE CIVILE DANS LE BUGESERA. PLUSIEURS TEMOIGNAGES CONCORDENT POUR DIRE QUE LES ATTAQUES ONT ETE MENEES PAR DES GROUPES ORGANISES COMPOSES SOUVENT DE PERSONNES N'APPARTENANT PAS A LA REGION.

LES VICTIMES DE CES ATTAQUES SONT EN GRAND NOMBRE DES TUTSI MAIS AUSSI DES MEMBRES ET SYMPATHISANTS DES PARTIS D'OPPOSITION PRINCIPALEMENT LE M.D.R. LE P.L.

K0085934

SI LE MINISTRE DE L'INTERIEUR DANS SA PREMIERE DECLARATION A LA RADIO AFFIRMANT QU'IL S'AGISSAIT DE TROUBLES INTERETHNIQUES, IL A RECONNU DANS SA DEUXIEME DECLARATION RADIODIFFUSEE QU'IL NE S'AGISSAIT PAS D'AFFRONTEMENTS INTERETHNIQUES. IL N'A CEPENDANT PAS DONNE D'ECLAIRCISSEMENTS SUR LES VERITABLES CAUSES DE CES MASSACRES OU L'ON DEPLORE NOTAMMENT LA MORT D'UNE RESSORTISSANTE ITALIENNE. IL S'AGIT EN FAIT D'UNE OPERATION VISANT A CONTRER L'AVANCEE DES PARTIS DEMOCRATIQUES. IL EST A DEPLORER QUE DANS SA DECLARATION A LA RADIO, LE MINISTRE DE L'INTERIEUR A ANNONCE ENTRE AUTRES MESURES L'INTERDICTION AUX VICTIMES DE CES EXACTIONS DE QUITTER LA REGION DU BUGESERA POUR SE REFUGIER CHEZ DES AMIS OU DES PROCHES AILLEURS DANS LE PAYS.

IL CONVIENT DE NOTER QU'UNE DES CAUSES AVANCEES PAR LE GOUVERNEMENT RWANDAIS POUR EXPLIQUER LE DECLANCHEMENT DE CES TROUBLES SERAIT LE MEETING DU P.C. TENU LE 20 MARS A KANZENZE. LA REALITE EST QUE, COMME DANS TOUS LES MEETINGS TENUS REGULIEREMENT PARTOUT DANS LE PAYS, LES ABUS DES AUTORITES EN PARTICULIER DU BOURGMESTRE RWAMBUKA ONT ETE DECRIES.

DES LE LENDEMAIN DE CE MEETING, DES TRACTS INCITANT A LA HAINE ETHNIQUE ONT ETE DISTRIBUES IMPUNEMENT DANS LA COMMUNE KANZENZE, ET DEUX JOURS APRES, LES TROUBLES ONT ECLATE. LES RESPONSABILITES DU BOURGMESTRE RWAMBUKA DANS CETTE AFFAIRE SONT OFFICIELLES A NIER.

IL VA LIEU DE RAPPELER QUE LE COMITE DE CONCERTATION DES PARTIS MDR, PL ET PSD AVAIT RECLAME LA DEMISSION DU BOURGMESTRE RWAMBUKA DEJA LE 17/11/91, SUITE A DES MEURTRES NON EXPLOITES DANS LA COMMUNE KANZENZE.

DEPUIS LE DEBUT DES TROUBLES AU BUGESERA, LA STRATEGIE DE CREER DES FOYERS DE TENSION DANS TOUT LE PAYS A COMMENCE A ETRE APPLIQUEE. DES HEURTS SONT D'ORES ET DEJA SIGNALES DANS LES COMMUNES MBOGO, MUGAMBAZI ET KIBILIRA.

DE MANIERE GENERALE, L'INSECURITE S'ACCENTUE DANS PLUSIEURS COMMUNES DU PAYS, SUITE AUX ATTAQUES A MAINS ARMEES QUI SE MULTIPLIENT ET SUITE AUX EXACTIONS DE PLUS EN PLUS FREQUENTES ET MUSCLEES DE LA MILICE "INTERAHAMWE", BRANCHE ARMEE DES JEUNES DU MRND, NOTAMMENT DANS LES COMMUNES RUBAVU, KARAGO, KANAMA, SATINSYI, NKULI, MUKINGO, KIGOMBE, TARE, SHYORONGI, KACYIRU, NYARUGENGE, MUSAMBIRA, MUGINA, BISURA, SAKA, MUGESERA, MURAMBI, NYAMUGALI, NINISI ETC

FORCE EST DE CONSTATER QUE C'EST A PARTIR DE LA REPRISE DES NEGOCIATIONS POUR LA FORMATION D'UN GOUVERNEMENT MULTIPARTITE QUE LA SITUATION A COMMENCE A ENRICHIR. TOUT LAISSE CROIRE QU'IL S'AGIT DE MANOEUVRES DESESPEREES DES NOSTALGIQUES DU PARTI UNIQUE PROCHES DE LA FAMILLE DU PRESIDENT, "AKAZU", EN VUE DE FAIRE ECHOUER LES NEGOCIATIONS ET DE METTRE EN PLACE L'ETAT D'EXCEPTION.

LE MOUVEMENT DEMOCRATIQUE REPUBLICAIN DENONCE ENERGIQUEMENT LES MASSACRES DES POPULATIONS INNOCENTES AINSI QUE TOUTES LES MANOEUVRES Y CONDUISANT, DANS LE BUT DE CREER UNE SITUATION CHAOTIQUE QUI JUSTIFIERAIT LA MISE EN PLACE DE L'ETAT D'EXCEPTION, PROLONGEANT AINSI LA SURVIE DU REGIME ACTUEL.

LE M.D.R. EN APPELE A TOUS LES RWANDAIS ET A TOUTES LES RWANDAISES POUR QU'ILS FASSENT PREUVE DE VIGILANCE FACE A CES MANOEUVRES ET POUR QU'ILS NE SE LAISSENT PAS ENTRAÎNER DANS DES ACTES DE VIOLENCES ETHNIQUES, PARTISANES OU AUTRES.

LE M.D.R. DENONCE UNE FOIS DE PLUS L'UTILISATION DES MEDIAS OFFICIELS PRINCIPALEMENT LA RADIO NATIONALE POUR DES PROPAGANDES PARTISANES ET SURTOUT POUR DES APPELS A LA HAINE ET A LA DIVISION.

LE M.D.R. RECLAME LA DEMISSION DU MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DU DEVELOPPE COMMUNAL QUI S'EST MONTRE INCAPABLE D'ASSURER LA SECURITE DE LA POPULATION ET DE METTRE FIN AUX VIOLENCES ACTUELLES.

LE M.D.R. RECLAME EGLEMENT LA DEMISSION DU MINISTRE DE L'INFORMATION QUI A LAISSE DISTRIBUER PAR RADIO RWANDA DES TRACTS INCITANT A LA HAINE ET LA VIOLENCE ETHNIQUES.

K0086933

027 P03

- 3 -

DE MEME, LE M.D.R. EXIGE LA REVOCATION IMMEDIATE DES RESPONSABLES QUI ONT PARTICIPE AU DECLANCHEMENT DES TROUBLES AU BUGESERA, NOTAMMENT :

- LE DIRECTEUR DE L'GRINFOR, Mr NAHIMANA FERDINAND
- LE SOUS-PRÉFET DE LA SOUS-PREFECTURE KANAZI, Mr SEKAGINA
- LE BOURGMESTRE DE LA COMMUNE KANZENZE, Mr RWAMBUKA.

LE M.D.R. FAIT APPEL A LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE POUR QU'ELLE FASSE PRESSION SUR LE GOUVERNEMENT RWANDAIS AFIN QU'IL ARRETE IMMEDIATEMENT CES MASSACRES ET PUNISSE LES COUPABLES.

LE M.D.R. EXIGE LA CONSTITUTION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE INTERNATIONALE SUR LES MASSACRES PERPETRES AU BUGESERA ET DANS D'AUTRES REGIONS DU PAYS.

LE M.D.R. RAPPELE UNE FOIS DE PLUS AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE QU'EN SA QUALITE DE CHEF DE L'ETAT, IL EST LE PREMIER RESPONSABLE DE LA SECURITE ET DE LA TRANQUILITE DES CITOYENS. AUSSI, DEVANT L'INCAPACITE DU GOUVERNEMENT ACTUEL DE REGLER LES PROBLEMES URGENTS DU MOMENT, LE CHEF DE L'ETAT DOIT NOMMER SANS PLUS TERGIVERSER UN PREMIER MINISTRE QUI FORMERA UN GOUVERNEMENT JOUISSANT DE LA CONFIANCE DE LA NATION ET CAPABLE DE FAIRE FACE A LA SITUATION CRITIQUE QUE TRAVERSE LE PAYS.

Fait à Kigali, le 11 mars 1992

LE COMITE DIRECTEUR DU M.D.R.

~~LE COMITE DIRECTEUR DU M.D.R.~~

NEVITEGEKA E. OREA

MINISTRE DE L'INTERIEUR

MINISTRE DE L'INTERIEUR

COMMUNES DANS LA REGION.

LES VICTIMES DE CES ATTAQUES SONT EN GRAND NOMBRE DES TUTSI MAIS AUSSI DES MEMBRES ET SYMPATISANTS DES PARTIS D'OPPOSITION PRINCIPALEMENT LE M.D.R. E
LE P.U.